



Le collectif national des marches pour la Paix appelle partout en France à contribuer au succès de la Journée internationale de la paix (21 septembre 2025) , en organisant (les 19-20-21-22...) dans le maximum de communes, des initiatives publiques et de rue pour la paix en plus des initiatives diverses habituelles : films, débats en salle, expos etc.

Ni guerres, ni économie de guerre. Non à l'extension mondiale de la guerre. Respect du droit international et de la Charte des Nations Unies - Respect des droits économiques, sociaux et humanitaires - pour une sécurité humaine basée sur des coopérations et le développement d'une culture de la paix, car pour son avenir l'humanité n'a d'autre chemin que la paix.

Le constat est là. L'agression de Poutine en Ukraine se poursuit, Netanyahu développe le processus génocidaire à Gaza. Persistance des affrontements au Congo. Bombes sur le Yémen. Effusion de sang au Soudan.

Trump et l'Otan appellent à porter le montant des dépenses militaires à 5 % du Pib, la France suit le mouvement tout en se hissant au 2ème rang mondial des vendeurs d'armes et en retardant la nécessaire reconnaissance d'un Etat de Palestine. Le montant mondial des dépenses militaires culmine au montant encore jamais atteint de 2700 milliards de dollars en 2024. Dans le même temps les inégalités sources de conflits se creusent comme le traduisent les chiffres insupportables et révoltants donnés par Jean Ziegler (ex-rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation) qui a indiqué en octobre 2024 que *"conformément aux chiffres publiés par les vingt et une organisations spécialisées des Nations unies, les décès induits par le sous-développement économique et social et la misère extrême dans les 122 pays du tiers-monde se sont élevés en 2023, à plus de 61 millions d'êtres humains... Autrement dit, la faim, la soif, les épidémies et les conflits provoqués par la misère détruisent aujourd'hui chaque année presque autant d'êtres humains que la seconde guerre mondiale en six ans"*. Oxfam, dans une publication d'octobre 2024 souligne *"qu'alors que les conflits font rage dans le monde entier, la famine est devenue une arme de guerre utilisée par les parties belligérantes au mépris du droit international"*.

Le dispositif international en faveur du désarmement, et du désarmement nucléaire en particulier, se fragilise (fin du traité ABM, fragilisation du traité sur les armes nucléaires intermédiaires, les pays dotés de l'arme nucléaire s'obstinent à ne pas signer le TIAN pourtant entré en vigueur en janvier 2021, remise en cause du traité New Start sur les armes nucléaires stratégiques, retrait de plusieurs Etats du traité sur les bombes anti-personnelles, partout « modernisation » des armes et des systèmes d'armement).

La violation régulière des règles du droit international et de la Charte des Nations Unies accompagne la détermination des puissances étatiques et du complexe militaro-industriel à imposer la loi du plus fort contre le droit des humains à vivre en paix dans un monde de justice de solidarité et de fraternité.

Dans le même temps les budgets sociaux sont rognés et les services publics remis en cause. Au prétexte d'une économie de guerre, l'UE et en France le Gouvernement français proposent de doubler le montant des dépenses militaires qui passeraient par exemple en France de l'ordre de 50 milliards d'euros par an à 150 milliards à terme (euros constants), au détriment des budgets sociaux et environnementaux.

Dès 2015 le collectif national disait « **Nous sommes conscients que la guerre est toujours un échec. Elle conduit au chaos et enfante des monstruosités dont sont victimes les populations civiles jetées sur le chemin de l'exil** » « **nous sommes convaincus que lorsque la guerre se développe, que les dépenses militaires augmentent et que la paix est menacée, il est nécessaire d'agir pour obtenir des politiques sociales, économiques, culturelles et de paix s'inspirant de la Charte des Nations Unies et des huit domaines de la culture de la paix afin de contribuer à la construction d'un monde de justice, de solidarité, de fraternité, de Paix !** »

La situation internationale s'est depuis très gravement détériorée tant par l'extension du domaine de la guerre que par le **développement des idéologies fascisantes et autoritaires** y compris aux USA avec l'arrivée du président Trump au pouvoir.

La pression des populations en France et dans le monde est insuffisante pour que cesse cette spirale infernale. L'information, la sensibilisation des populations doivent être renforcées. **L'heure est à une insurrection des consciences, à un sursaut des citoyens, au développement de l'action**, pour exiger que s'arrête le massacre des populations civiles, les crimes de guerre et crimes contre l'humanité, crimes génocidaires, pour arrêter cette évolution qui peut nous conduire aux pires catastrophes économiques, sociales et environnementales voire au basculement vers une extension mondiale de la guerre.

Ce sursaut vital pour notre avenir, celui de nos enfants, petits-enfants et des générations futures, nécessite le désarmement des agresseurs, l'action citoyenne dans l'unité la plus large, au-delà des différences d'opinions ou d'appartenance philosophique, associative, syndicale, politique ou autre.

Nous refusons une économie de guerre qui est le prétexte d'une nouvelle attaque contre les droits sociaux, les libertés démocratiques et contre les budgets jugés « non essentiels ». Nous refusons la militarisation de la jeunesse et la captation des ressources par les industries de guerre.

Nous appelons au respect du droit international qui demande « de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationale en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde » (article 26 de la Charte des Nations unies) et qui propose « de résoudre les crises en s'attaquant à leurs causes profondes par la voie du dialogue et de la négociation » (résolution ONU 52 13 du 15 janvier 1998).

Le monde est en train de glisser vers une guerre totale si nous n'agissons pas maintenant pour l'empêcher. Tous et toutes agissons ensemble pour empêcher le basculement du monde vers une guerre généralisée et pour construire un mouvement populaire plus fort et plus visible contre la guerre et pour le respect du droit international. Construisons ensemble une dynamique unitaire en faveur de la paix et pour la construction d'un monde de justice, de solidarité, de fraternité et de paix, respectueux des droits humains et de la planète.

En conséquence, le collectif national des marches pour la Paix appelle à agir ensemble à tous les niveaux (national, régional, départemental et local) pour que :

1- autour de la Journée internationale de la Paix 2025 soient organisées en France dans le maximum de communes, des initiatives publiques et de rue pour la paix (marches ou rassemblements), en plus des initiatives diverses habituelles (films, débats en salle, expos etc).

2- soit organisée le samedi 20 septembre à Paris une marche pour la paix, avec une dimension internationale, rassemblant le maximum d'organisations et allant du Trocadéro à l'Assemblée nationale (avec in fine prises de paroles et demandes d'audiences auprès des groupes politiques et de la présidence de l'Assemblée nationale).

3- dans le cadre de la journée internationale de la paix, et au-delà de manière récurrente, agissons ensemble pour qu'elles soient mises en place et soutenues par les institutions publiques à tous les niveaux des activités de nature à faire connaître la Charte des Nations Unies et la résolution des Nations Unies pour un plan d'action en faveur de la culture de la paix.